



## Capital social : les dimensions d'un concept pertinent

Denis Sibony

---

### Résumé

Français / English

Quel crédit accorder au capital social ? Si le concept est aujourd'hui clairement défini, il nécessite toutefois une analyse multidimensionnelle qui intègre à la fois une approche réticulaire et fonctionnaliste. La structuration des réseaux, les comportements stratégiques de ses acteurs, les niveaux de confiance, l'intégration des normes ainsi que le contexte institutionnel sont autant de paramètres à intégrer.

How widely accepted is Social capital? Today the concept is clearly defined but research remains to be carried out on its multidimensional analysis which combines a reticulate and functionalist approach. The structuring of networks, the strategic behavior of its actors, the levels of trust, the integration of standards as well as the institutional context are just some of the parameters to be considered.

---

### Entrées d'index

**Mots clés** : Capital social, confiance, normes, réseaux

**Key words** : Social capital, trust, norms, networks

---

### Texte intégral

L'utilisation du capital social comme cadre d'analyse en sciences sociales s'est largement répandue au cours des dernières années. Après avoir suscité un intérêt croissant dans les milieux de la recherche en science politique, les gouvernements des pays industrialisés ainsi que les grandes organisations internationales se sont emparés très rapidement du concept pour mieux déchiffrer certaines situations sociales, politiques ou économiques supplantant au passage

d'autres approches jusque-là dominantes. Ainsi, la Banque Mondiale, l'OCDE ou le PNUD intègrent aujourd'hui ce concept dans leurs programmes de recherche, tendant ainsi à prouver que certaines dimensions de la culture politique et des normes sociales ont une influence déterminante sur le développement socio-économique des pays mais également sur l'efficacité de leurs institutions démocratiques.

La sociologie du capital social a connu une évolution sémantique en trois étapes importantes. Tout d'abord, si on décèle les prémices du concept dès le XIX<sup>e</sup> siècle dans les écrits d'Alexis de Tocqueville (1835) ou dans les travaux d'Émile Durkheim (1893), le capital social a trouvé sa terminologie actuelle au début du XX<sup>e</sup> siècle, dans les recherches de Lyda Judson Hanifan (1916) relatives aux centres communautaires d'éducation rurale. Hanifan définissait alors le capital social en « substances tangibles et essentielles dans la vie quotidienne des individus : à savoir la bonne volonté, l'amitié, la sympathie et les rapports sociaux entre les individus et les familles, constituant ainsi la cohésion sociale ». Il identifiait déjà les bénéfices publics et privés du capital social en affirmant que l'ensemble de la communauté devrait tirer avantage d'une coopération renforcée alors que l'individu, pour sa part, trouverait dans l'engagement associatif une forme essentielle de soutien.

Il faudra ensuite attendre les années 1980 pour que le capital social subisse un véritable *aggiornamento* marqué par une division de son approche analytique. En France, Pierre Bourdieu (1980b, 1986) le définit alors comme la somme des ressources, actuelles ou virtuelles, qui reviennent à un individu ou à un groupe du fait qu'il possède un réseau durable de relations, de connaissances et de reconnaissances mutuelles plus ou moins institutionnalisées. Le capital social représente ainsi la valeur des obligations sociales ou du contact créé par un réseau. Parallèlement, le sociologue américain James Coleman (1990) utilise le capital social pour décrire les ressources des individus qui proviennent de leurs liens sociaux et qui en seront ainsi le produit. Enfin, plus récemment, à la fin des années 1990, Robert D. Putnam, professeur à Harvard, a donné un nouvel élan au capital social en définissant le concept comme les réseaux qui connectent entre eux les membres d'une société et les normes de réciprocité et de confiance qui en découlent.

Aujourd'hui, de manière assez consensuelle, on s'accorde à définir le capital social comme les ressources inhérentes aux relations sociales qui facilitent l'action collective (Maxwell, 2001). Ces ressources incluent la confiance, les valeurs et les normes ainsi que les réseaux associatifs. Le simple contact et le sentiment de réciprocité issus des liens établis entre des personnes favoriseraient ainsi l'émergence d'une plus forte sociabilité, laquelle permettrait à son tour une plus grande participation des citoyens au fonctionnement de la société. Pour Woolcock et Narayan (2000), l'idée fondamentale du capital social est que la famille d'un individu, ses amis, ses associés constituent un atout important qui peut être mobilisé pour surmonter une crise, accroître ses bénéfices ou simplement pour le plaisir. La Banque Mondiale, souvent accusée par le passé d'imposer des politiques économiques ultra-libérales aux pays du Sud, a vu dans

l'approche de Woolcock et Narayan, l'opportunité d'une grille de lecture plus sociale du développement. Elle propose ainsi une définition orientée vers la recherche d'une cohésion sociale renforcée : "Le capital social renvoie à la question des institutions, des relations et des normes qui participent à la qualité et la quantité des interactions sociales d'une société... Le capital social n'est pas simplement la somme des institutions qui étayent la société – c'est le ciment qui les unit".<sup>1</sup>

La thèse du capital social est certes séduisante mais elle rencontre encore certaines critiques dont les plus pertinentes concernent les faiblesses méthodologiques du concept en vue de son application empirique. En effet, si la définition du capital social fait aujourd'hui consensus, ses dimensions font encore l'objet de nombreux débats méthodologiques qui semblent relever davantage de la course intellectuelle pour déterminer qui sera le premier à relever le défi. Ces tergiversations sont particulièrement contre-productives. Elles sont néfastes dans la mesure où elles renforcent les critiques les plus féroces à l'égard du capital social laissant entendre que le concept ne serait en réalité qu'une coquille vide. En effet, de nombreuses critiques visent l'incapacité chronique des tenants du capital social de proposer un modèle accepté de tous et opérationnel.

Le temps est donc venu de concrétiser ce long mais nécessaire travail théorique par une réflexion pragmatique sur ses principales dimensions et d'offrir au capital social la possibilité de prouver enfin sa pertinence dans l'explication des faits et des comportements sociaux.

Cet article se donne ainsi deux objectifs principaux. Le premier vise à délimiter la contribution du capital social aux débats actuels qui touchent à l'organisation démocratique et la cohésion de nos sociétés.

Le second objectif est de proposer, à partir des fondements théoriques du concept, un instrument pratique et opérationnel qui permettra de déterminer les principales dimensions du capital social afin d'en comparer les niveaux entre différents pays.

### **La contribution du capital social**

Depuis le milieu des années 1980, l'impact de la mondialisation de l'économie est devenu un objet d'étude incontournable en sciences sociales. Le vaste mouvement de libéralisation des marchés qui en est issu s'accompagne de politiques néo-libérales qui trouvent leurs fondements dans la théorie de l'État minimal et la promotion de droits inaliénables de l'individu (Nozick, 1988). Dans ce nouveau contexte, la réalisation du contrat social n'est donc plus un objectif à atteindre. Seul le Marché, débarrassé de toute tentation interventionniste, induit et définit les relations sociales entre individus.

---

<sup>1</sup> World Bank (1999), *Social Capital for Development* (en ligne) [<http://www1.worldbank.org/prem/poverty/scapital/whatsc.htm>], page consultée le 20 octobre 2004.

Les sociétés démocratiques prennent chaque jour davantage la mesure des nouveaux défis qui s'imposent à elles, à très brève échéance, dans la définition même des rapports sociaux. Le capital social offre alors une entrée originale et une grille d'analyse pertinente dans deux débats essentiels du champ politique. D'abord, il permet de s'interroger, dans la longue tradition libérale, sur le fonctionnement des démocraties. Il trouve ensuite une place spécifique dans le débat sur les conditions nécessaires au renforcement de la cohésion sociale.

### **Capital social et démocratie**

En établissant un lien de causalité entre engagement civique et stabilité démocratique, le chercheur est appelé à développer une analyse des phénomènes sociaux ancrée dans une approche culturelle. Il s'agit, dans les termes de Clifford Geertz (1973), d'étudier les systèmes de significations que connaissent et partagent les membres d'un groupe dans leurs interactions.

Tocqueville a été le premier à rendre compte ainsi du lien entre société civile et démocratie. Selon lui, l'ambition naturelle de l'individu est souvent limitée à l'attrait du gain. Il revient alors à la démocratie d'assurer l'égalité entre les citoyens. Toutefois, le danger réside dans le désintérêt de l'individu pour la vie de la cité, celui-ci préférant déléguer les affaires à un pouvoir fort au risque d'une dérive despotique. Seule l'existence d'une société civile puissante et active, telle qu'il l'observe en Amérique, permettra de préserver la démocratie. Tocqueville attribue aux mœurs puritaines et aux valeurs cette spécificité américaine. La religion et la liberté ne sont-elles pas les valeurs fondamentales qui animaient les premiers colons ?

En prolongeant le questionnement tocquevillien sur le fonctionnement des démocraties libérales, Almond et Verba (1963) ont analysé les traits distinctifs et dominants d'une société pour mieux comprendre les comportements politiques. En plaçant les valeurs au centre du fonctionnement des sociétés démocratiques, ils ont étudié dans cinq pays (USA, Royaume-Uni, Allemagne, Italie et Mexique) les attitudes des citoyens à l'égard des institutions politiques, administratives, sociales pour mieux saisir le processus de stabilisation démocratique de ces pays. L'évolution des valeurs et des attitudes devient ainsi une composante importante dans la manière d'appréhender et de comprendre le changement. Ronald Inglehart (2004) a ainsi démontré que les changements de valeurs sont liés pour l'essentiel à l'atteinte d'une sécurité économique due aux bénéfices de l'industrialisation des sociétés les plus avancées. De nos jours, les individus accordent ainsi davantage de place à leurs préoccupations « post-matérialistes », comme le besoin d'extériorisation, de liberté et de qualité de vie. Au travers d'une enquête internationale sur 81 pays, il analyse les différences d'attitudes sociales, politiques, économiques, et culturelles entre les sociétés et leur évolution au regard des développements technologiques et économiques.

C'est bien dans cette perspective que s'inscrivent les premiers travaux de Putnam (1993a) sur le fonctionnement des institutions gouvernementales des régions en Italie. Il démontre que l'inefficacité des administrations dans le Mezzogiorno s'explique par le faible niveau de capital

social alors qu'au contraire, dans le Nord de la péninsule, une participation civique traditionnellement élevée favorise le bon fonctionnement des institutions. Quelques années plus tard, dans *Bowling alone* (2000), il renouvelle la démonstration en soutenant que les niveaux décroissants de participation civique et de confiance entraînent une diminution du capital social aux États-Unis qui fragilise les fondements mêmes de la démocratie américaine. Statistiques à l'appui, il révèle que la participation et la sociabilité des Américains, tant admirées et louées par Tocqueville, s'érodent et laissent la place à un fort isolement social. Selon Putnam, il faut en chercher les raisons dans l'addiction des Américains à la télévision et Internet mais également dans l'absence de civisme qui caractérise la génération actuelle contrairement à la précédente.

Cette analyse, fondée sur le préalable d'une culture politique, a soulevé de nombreuses critiques sur le choix de la perspective utilisée. En effet, force est de reconnaître que la littérature sur le sujet offre un éventail très large d'approches distinctes du capital social. Comme le souligne Woolcock (2001), cela a souvent pu conduire le lecteur à une confusion théorique mélangeant ainsi, dans la recherche d'une causalité, le capital social comme variable dépendante ou variable indépendante. Ainsi, parmi les critiques, Sydney Tarrow (1996) fut l'un des premiers à s'interroger sur le principe même de culture civique comme déterminant. Selon lui, il aurait été plus pertinent d'analyser le rôle et l'action de l'État pour comprendre l'absence ou l'émergence d'une culture civique. Theda Skocpol (1996) s'interrogeait également sur la place du capital social comme cause ou conséquence du fonctionnement des institutions démocratiques. Un peu plus tard, Paxton (2002) reprend à son compte cette interrogation sur le sens de la relation entre démocratie et capital social. D'un côté, le capital social semble être un facteur déterminant de la démocratie dans la mesure où il offre des espaces d'engagement aux citoyens. De l'autre, il paraît également déterminé par le niveau de démocratie puisque seuls les pays démocratiques offrent la possibilité aux individus de s'associer pour mieux participer. Une meilleure prise en compte de la variable institutionnelle s'avère ainsi nécessaire pour mieux intégrer ce questionnement à la recherche sur le capital social. Toutefois, il n'en demeure pas moins que le capital social présente l'intérêt de renouveler et d'actualiser le questionnement sur la place de la culture dans l'analyse du changement social ou politique.

### **Capital social et cohésion sociale**

Le capital social trouve également une place spécifique dans le débat désormais classique qui oppose penseurs libéraux et communautariens. De tous temps, les philosophes n'ont eu cesse de s'interroger sur la nature du meilleur contrat politique. La pensée libérale considère qu'il n'existe aucune volonté essentielle des individus de vivre ensemble. Ceux-ci développeraient le sens du bien commun parce qu'ils y ont rationnellement intérêt. À l'opposé, les philosophes de la tradition républicaine classique, croyant davantage en la capacité de transformation de l'être humain, préfèrent imposer une éducation des citoyens aux vertus civiques. Celles-ci sont

censées orienter les individus dans leur recherche du sens de l'appartenance à une société, à son histoire et à sa culture.

Le contexte de la crise économique des années 1980 et la percée des thèses néo-libérales ont indirectement influencé les termes du débat. En incitant à un désengagement de l'État de certains aspects de la vie sociale et en provoquant un vaste mouvement de régionalisation et de décentralisation des pouvoirs vers les autorités locales, les politiques néolibérales des années 1980 ont parallèlement encouragé le développement de la société civile afin de favoriser une implication et une responsabilisation de chacun dans la vie politique, économique et sociale tout en essayant de maintenir le sens de la solidarité et des liens entre citoyens.

Peter Hall (2002), dans son étude sur le capital social en Grande-Bretagne, rappelle que les politiques gouvernementales n'ont eu de cesse de favoriser le développement de l'engagement citoyen et du bénévolat en soutenant le secteur associatif, notamment pour l'organisation des services sociaux.

Ce rôle attribué à la société civile a trouvé un écho favorable dans la pensée communautarienne. En effet, l'individu construirait son identité dans l'interaction avec ses semblables et la reconnaissance des autres membres de la collectivité. Toute identité se définit ainsi dans un contexte socio-culturel mais également par le soutien réciproque et interactif avec le groupe, la communauté ou la société (Taylor, 1998). Dans cette même lignée, Walzer (1980) soutient que les intérêts et les décisions d'un individu dépendent de ses attaches sociales, notamment à sa communauté de vie, étant donné qu'il se constitue comme personne dans et par rapport à un milieu social concret et historique. L'identité émerge ainsi d'un contexte socio-historique mais aussi de l'expérience vécue en société. Selon lui, les organisations de la société civile constituent les lieux où se forment la notion de responsabilité mutuelle et le sens civique. Ainsi, pour les communautariens, la vie associative serait le terrain dans lequel peut émerger une forme de participation créant un sens du bien commun et donnant une réalité au lien politique et citoyen.

Mais la société civile comme lieu d'apprentissage de l'identité et de la citoyenneté trouve également sa place dans le discours des tenants du capital social. En effet, les réseaux, les normes et la confiance facilitent l'action collective et permettent la collaboration et la réciprocité ainsi que les bases de l'interaction entre les individus. Le tiers secteur devient ainsi le terrain propice au développement de l'identité. La participation à la vie associative développe parmi les individus le sens des intérêts et des enjeux communs, le sens de la réciprocité et du vivre ensemble. Les relations de proximité constituent une meilleure prise en compte des individus. La confiance et la connectivité sont les dimensions qui illustrent la multiplication des relations sociales utiles à l'apparition d'un sens d'intérêt collectif et d'appartenance. Le sens du vivre ensemble dépend de la densité des relations sociales tissées au sein du milieu de vie. Et la participation à des réseaux à l'échelle de la parenté, du voisinage, des milieux de travail et

de loisir et des affiliations culturelles, religieuses, politiques deviennent des indicateurs d'insertion sociale positifs (Helly, 1999).

La grille d'analyse que nous offre le capital social sur le thème de la cohésion sociale présente l'intérêt spécifique d'établir un pont entre libéraux et communautaristes sur un sujet sur lequel ils sont traditionnellement opposés. Les deux courants s'accordent de fait sur l'importance du rôle du capital social dans les conditions nécessaires au renforcement de la cohésion sociale. En d'autres termes, le capital social identifie et apporte un fondement théorique au champ de la société civile en proposant une grille d'analyse des relations non marchandes. Toutefois, comme Kath (2004) le souligne, en s'attachant aux facteurs sociaux tels que les normes, la confiance et la réciprocité, le capital social remet en question la pertinence du modèle libéral centré sur la seule perspective économique pour expliquer le développement des pays les plus pauvres.

D'une manière générale, le capital social contribue au débat sur le type de société dans lequel nous souhaitons vivre mais il incite également à approfondir la réflexion sur la nature de la relation que l'individu doit entretenir avec la société. Ces débats nous permettent aussi de révéler différentes dimensions conceptuelles qu'il convient à présent de préciser.

### **Déterminer les principales dimensions du capital social**

Le capital social est un concept dont les contours sont demeurés trop longtemps incertains. D'une littérature à l'autre, son évolution sémantique a largement contribué à orienter notre compréhension du concept et à découvrir la multitude de facettes qu'il offre au chercheur. En conséquence, toute tentative d'élaboration du concept nécessite un effort préalable de synthèse conceptuelle.

#### **La nature, les formes, les effets et les sources du capital social**

Le premier questionnement de la littérature scientifique interroge la nature même du capital social. Le capital social est-il vraiment un capital au sens propre ?

Parler de *capital social* revient donc à considérer que certaines des relations sociales établies par un individu, peuvent être comprises comme une forme de richesse susceptible de lui apporter des ressources supplémentaires nécessaires à son développement et son bien-être.

Le capital social se distingue toutefois du capital humain. Ce dernier concept, développé par Gary Becker dès le début des années 1960, concerne l'ensemble des capacités productives qu'un individu acquiert par accumulation de connaissances à travers le système d'éducation ou de formation. Réalisé comme un choix individuel, il consiste en un investissement essentiellement personnel. Initialement, le concept de capital humain visait pour l'essentiel les avantages liés à l'investissement en éducation à l'échelle nationale qui pourrait être intégré au niveau macroéconomique pour mieux comparer le développement des nations. Parallèlement,

des chercheurs en gestion ont commencé à s'intéresser à la notion de capital intellectuel et ses différentes composantes (capital social, capital relationnel, capital organisationnel, capital humain...) dans le champ d'étude des organisations. La gestion du capital humain a ainsi trouvé une application particulièrement fructueuse dans la gestion des ressources humaines.

Pour autant, le capital social ne saurait se confondre avec le capital humain dans la mesure où ce dernier concerne des richesses acquises de manière isolée et individuelle alors que le capital social exige par définition l'interaction et l'échange entre personnes dans le contexte d'une vie socialisée. Si les deux sortes de capital, social et humain, peuvent être distingués, il peut exister une forte corrélation entre les deux concepts. Coleman soulignait à ce propos le rôle que joue l'existence de communautés solides et de liens entre parents, éducateurs et élèves pour faciliter l'acquisition de connaissances. Par ailleurs, l'éducation favorise les aptitudes à la coopération et à la participation. On associe aussi l'éducation, l'apprentissage et la formation à la croissance de la confiance, de la collaboration, de l'engagement réciproque et de la cohésion sociale. Ainsi, Helliwell et Putnam (1999) ont constaté que lorsque le niveau moyen d'instruction augmente, le niveau de confiance évolue positivement et le niveau de participation ne diminue pas.

Le deuxième questionnement tente de déterminer les différentes formes que peut prendre le capital social. En effet, on distingue trois formes de capital social (Woolcock, 2001 ; Healy et Côté, 2001) :

- Le capital social fondé sur des liens d'attachement « *bonding* » spécifique aux relations étroites entre membres d'un groupe homogène tels que la famille, un groupe d'amis proche ou l'appartenance à un groupe ethnique,
- Le capital social fondé sur des liens d'acointance « *bridging* », lesquels renvoient au type de liens que l'on peut développer avec des connaissances (collègues de travail...). Ce type de relations est évidemment plus faible que celui relatif au capital social « *bonding* » mais il est tout aussi important dans la mesure où il peut largement être mis à contribution pour qui voudrait réussir socialement. Cette approche n'est d'ailleurs pas nouvelle. Granovetter (1973) a déjà démontré l'importance de ce type de liens pour des opportunités d'avancement social.
- Le capital social fondé sur des liens de contact « *linking* » entre les différentes couches sociales auxquelles accèdent divers groupes dans la hiérarchie des pouvoirs, des positions sociales et des richesses. Woolcock (2001) explique que ce dernier type de liens permet aux individus d'exploiter des informations ou des ressources émanant d'institutions auxquelles ils ont accès.

Cette distinction est essentielle car, outre le fait qu'elle permet d'identifier clairement différentes formes de capital social, elle ouvre la voie à une analyse plus fine des effets attendus ou indésirables du capital social.

Le troisième questionnement de la recherche a ainsi tenté d'identifier les effets du capital social. Concrètement, le capital social accorde une valeur à l'existence de liens créés au sein des réseaux. Cette valeur peut être considérée comme un retour sur investissement, sous forme de



bénéfice direct, que l'individu retire de son engagement et sa participation active dans un réseau de son choix. En conséquence, on peut considérer que les bénéfices dégagés de cet investissement sont en première analyse d'ordre individuel. Une seconde approche met en évidence le sentiment de réciprocité ou d'entraide désintéressée existant au sein du groupe du fait même des interactions sociales qui se développent dans les réseaux. Cette réciprocité a pour conséquence d'induire un niveau élevé de confiance et de solidarité à l'échelon du groupe.

Une dernière approche considère toutefois que les bénéfices du capital social peuvent s'étendre à l'ensemble du corps social, dépassant ainsi largement l'échelon du seul individu ou celui du groupe. Le capital social peut être ainsi analysé comme un bien public.

La recherche sur le capital social s'est ainsi en partie consacrée à la mise en évidence des effets bénéfiques directement liés à la présence de capital social. Certaines études ont démontré les corrélations entre le niveau de capital social et la baisse de la criminalité, l'amélioration de la santé, l'atteinte d'objectifs éducatifs, l'efficacité gouvernementale et la performance économique. Toutefois, si le capital social est généralement présenté comme un bien ou une richesse, on ne peut éluder le fait qu'il pourrait générer des effets négatifs ou servir des causes amORALES. Halpern (2005) a montré que le crime organisé, à l'instar de la Mafia, repose également sur l'existence de réseaux sociaux qui partagent des normes et des valeurs communes. Portes (1998) a révélé que le capital social peut également se transformer en facteur d'exclusion, de restriction de liberté individuelle et par un abaissement des normes. D'autres travaux ont mis en évidence le fait que le capital social peut également conduire au népotisme. Toutefois, si le capital social ne génère pas systématiquement des effets bénéfiques, ces chercheurs ne parviennent pas à remettre en cause la pertinence de la valeur que représentent les liens sociaux aussi bien pour l'individu que pour le groupe ou la société dans son ensemble.

En dernier lieu, le quatrième questionnement de la recherche sociale tente d'identifier les sources du capital social. D'une manière générale, on peut affirmer que le capital social se développe là où l'établissement du lien social est possible. Il émerge dans les espaces sociaux, distincts des champs politique ou économique. En d'autres termes, la famille, la communauté et la société civile dans son ensemble, sont les lieux les plus aptes à générer du capital social. La société civile est sans aucun doute l'un des principaux ferments du capital social. Lester Salamon (*et al.*, 2003) définit la société civile comme l'ensemble des organisations formelles ou informelles, privées, ne redistribuant pas de profits, dirigées de manière indépendante et reposant sur la base du volontariat. Ces organisations indépendantes de l'État ou du Marché ont généralement pour objet la promotion de divers intérêts dans la société. Les liens établis entre les membres de ces groupes créent des réseaux horizontaux d'engagement civique ou social qui aident les participants à agir collectivement de manière à accroître ici également le bien-être collectif. Parallèlement, Saxton et Benson (2005) ont établi le lien entre l'ampleur du

Tiers secteur et différentes formes de capital social en démontrant qu'aux États-Unis, les communautés qui connaissent un niveau élevé de capital social développent un secteur à but non lucratif plus étendu.

Les organisations internationales, telles que l'OCDE et la Banque Mondiale, ont identifié d'autres sources potentielles de capital social. Elles mettent de l'avant le rôle fondamental que peuvent jouer l'école, l'entreprise, le secteur public, le genre et l'appartenance ethnique dans la croissance du capital social (Healy et Côté, 2001). Le secteur public, entendu comme l'État et ses institutions, participe largement à l'atteinte d'un haut niveau de cohésion sociale (Esping-Andersen, 1999a ; Putnam, 1993a). Une bonne gouvernance, en encourageant la participation citoyenne, accroît le développement économique et social. De plus, le désengagement de l'État-providence, en rétrécissant le champ d'action du secteur public, a laissé davantage de place au tiers secteur, favorisant ainsi le développement du capital social. Pour autant, certains chercheurs ont pu observer le paradoxe évident, dans les pays scandinaves, de la concomitance entre un haut niveau de capital social et un État-providence particulièrement déployé. L'existence même des institutions de l'État-providence, de type universel, tendrait à accroître la confiance sociale (Kumlin et Rothstein, 2005) mais n'aurait pas d'incidence directe sur le niveau de capital social (Oorschot et Arts, 2005).

### **Repenser les niveaux d'analyse du capital social**

Dans la littérature scientifique, il est admis que le capital social relève d'un double niveau d'analyse. D'une part, bon nombre d'auteurs considèrent les structures que représentent les réseaux sociaux comme lieux d'intégration sociale. D'autre part, certains préfèrent s'inscrire dans une perspective davantage ancrée dans la culture en posant les normes, les valeurs et la confiance au cœur même de son objet d'étude.

S'il est acquis que les relations sociales sont une ressource essentielle au développement de l'individu, du groupe ou de la société, il existe ainsi deux voies distinctes pour aborder le capital social. La première se concentre sur l'étude des structures prenant la forme de réseaux sociaux. Cette approche réticulaire s'inscrit largement dans la lignée des travaux de Pierre Bourdieu (1986). Il définissait le capital social comme l'ensemble des ressources réelles et potentielles liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées de connaissance et de reconnaissance mutuelle, soit en d'autres termes l'appartenance à un groupe. Par réseau, on entend un groupe constitué de personnes liées entre elles autour d'une préoccupation commune.

La recherche sur le capital social distingue les réseaux denses qui génèrent des liens étroits entre ses membres et ceux plus épars caractérisés par des liens plus distancés. L'appartenance à des réseaux permet aux individus de bénéficier de soutiens plus importants, d'un meilleur accès à l'information et de plus grandes opportunités d'avancement. Pour Bourdieu, le stock de capital social d'un individu dépend ainsi de la structure du réseau qu'il peut tisser autour de

lui et du volume de capital physique, humain et social des membres de ce réseau. L'analyse réticulaire est à l'origine de nombreux travaux qui mettent l'accent sur l'étude des structures et sur celle des ressources internes aux réseaux. Les ressources générées par le capital social, pour l'essentiel de l'information, des idées, des soutiens, sont celles que les individus parviennent à se procurer grâce aux relations qu'ils développent et entretiennent avec leurs semblables au sein de réseaux structurés (Portes, 1998). Contrairement aux autres types de capital (physique ou humain) qui se génèrent par l'action d'un seul individu, la dimension sociale de ces ressources se justifie par l'impératif d'une interaction entre individus. C'est donc la structure des réseaux, et notamment le nombre, la fréquence et le type d'interactions qu'un individu développe en son sein, qui détermine en grande partie le flux des ressources (Burt, 2000). La principale critique adressée à l'approche réticulaire est qu'elle écarte plusieurs dimensions analytiques, telles que les normes, la confiance, les valeurs, alors que celles-ci sont pourtant au cœur même de la compréhension de divers phénomènes sociaux, notamment ceux du ressort de l'action collective.

Ainsi, le second niveau d'analyse du capital social s'est attaché à étudier les fonctions du concept. James Coleman (1988, 1990) souligne que le capital social se compose des aspects d'une structure sociale qui facilitent les interventions des acteurs au sein de cette structure. Il considère la confiance, les normes et sanctions, les obligations et les attentes, les rapports d'autorité, les organisations sociales et les réseaux sociaux comme autant de formes possibles de capital social. Les normes désignent les règles et conventions informelles qui déterminent ou orientent les comportements sociaux. Elles incluent par exemple l'honnêteté, le respect de la loi, l'éthique, la tolérance, le respect de la diversité et la solidarité. D'une certaine manière, les normes génèrent l'ordre social. Hechter et Opp (2001) soulignent que l'existence de normes conditionne le développement des interactions ou échanges entre des personnes étrangères. La réciprocité intervient alors pour renforcer les normes sociales puisque les individus sont censés se comporter avec autrui de la manière dont ils espèrent que les autres se comporteront avec eux. Par ailleurs, la confiance en tant que concept sociologique est intrinsèquement liée à l'approche fonctionnaliste du capital social. Elle peut être comprise comme les attentes optimistes au regard du comportement des autres agents sociaux (Durlauf et Fafchamps, 2003).

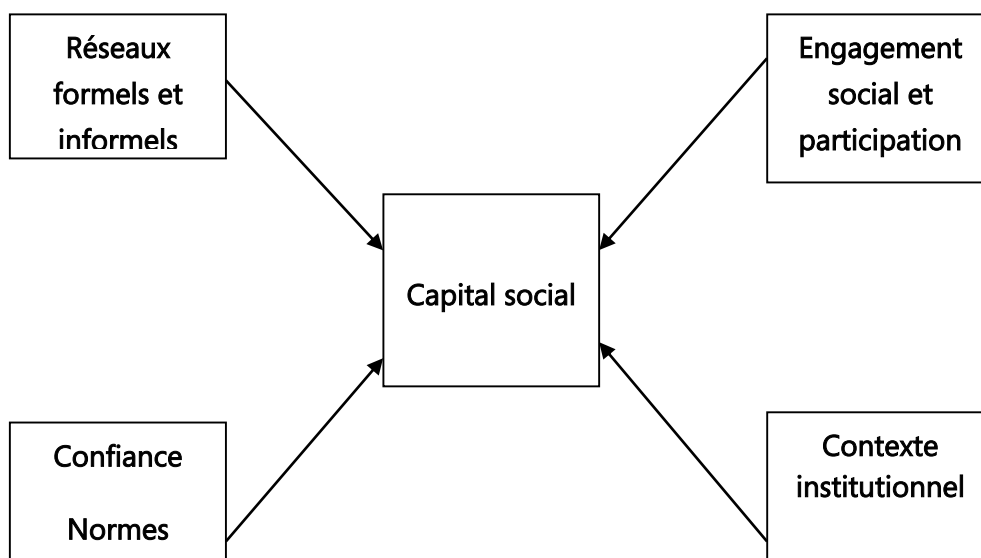
Deux types de confiance sont à considérer. D'abord, dans les termes de Putnam, une confiance restreinte (*thin trust*) concerne notre premier cercle d'intimes alors que la confiance élargie (*thick trust*) s'étend aux autres membres de la société. Fukuyama (2000) reprend cette même idée en se référant à un « rayon de confiance ». Il entend par-là un cercle d'individus parmi lesquels des normes de coopération et de réciprocité peuvent se développer. La confiance est ainsi la vertu sociale qui, en permettant aux individus de s'organiser et de s'associer avec d'autres, crée le capital social. Dans le même ordre d'idées, Inglehart (1990) considère que le capital social se résume en une culture de la confiance et de la tolérance dans laquelle les réseaux associatifs peuvent émerger. D'une certaine manière, avec Healy et Côté (2001), on peut raisonnablement penser que la confiance est aussi bien une source qu'une conséquence

du capital social. L'intérêt majeur de l'analyse fonctionnaliste est qu'elle pose les relations sociales comme déterminant du fonctionnement efficace de nos sociétés alors que jusqu'à présent les approches économiques ou politiques plus traditionnelles avaient constamment délaissé toute référence aux normes sociales ou à la participation dans l'explication du développement socio-économique des pays. S'il est vrai que l'approche par les réseaux permet sans doute une compréhension facilitée et une mesure simplifiée du capital social, l'analyse fonctionnaliste offre le grand avantage d'inclure dans l'analyse le rôle que jouent les relations sociales dans le développement de nos sociétés.

Pour autant, on ne saurait prétendre à une quelconque tentative d'explication sans considérer le contexte institutionnel dans lequel se développe le capital social. L'idée d'une interaction de l'État et des institutions sur le capital social doit être intégrée à l'analyse. Les chercheurs néo-institutionnalistes conçoivent les institutions en termes de normes, explicitement définies ou non, qui peuvent prendre la forme de paramètres culturels et cognitifs ou de règles et procédures. Selon Gazibo et Jenson (2004), l'approche néo-institutionnelle répond à trois limites inhérentes aux approches comparatives existantes : leur caractère fonctionnaliste, la faible attention qu'elles accordent à l'État et leur incapacité à reconnaître que l'État a ses propres intérêts. Toutefois, peut-on admettre qu'il existe pour autant un déterminisme institutionnel ? À cette question, Inglehart (2004) répond que les institutions sont une variable indépendante parmi d'autres mais elles ne sauraient en aucun cas prétendre éluder les facteurs culturels de la recherche explicative.

Ainsi, seule une entrée multi-niveaux permet de mettre en place une grille d'analyse du capital social pertinente laissant entrevoir la multi-dimensionnalité d'un concept à plusieurs facettes.

### Graphique n°1 : Les dimensions du capital social



## Vers une analyse multi-dimensionnelle du capital social

Déterminer les multiples dimensions du capital social n'est pas un exercice aisé. Comme pour sa partie théorique, la recherche empirique est en perpétuel avancement. Toute approche consiste à trouver un outil qui permette de mesurer un concept, lequel est par nature multidimensionnel. De fait, dans le débat conceptuel, la question d'une analyse multidimensionnelle du capital social a surgi tardivement alors qu'il aurait sans doute été préférable de la traiter de manière concomitante. Il s'agit pourtant d'un point incontournable pour qui veut démontrer l'existence du capital social et *a fortiori* en comparer le niveau entre différents pays. En tout état de cause, la question se pose aujourd'hui en deux parties : quelles dimensions convient-il d'appréhender et comment y parvenir ?

Les premiers essais de construction d'outils méthodologiques ont été abondamment critiqués compte tenu du manque de données propres et adaptées pour mesurer le capital social. Nous proposons d'évaluer ici le capital social à partir de quatre dimensions majeures qui relèvent respectivement de l'ordre statique, stratégique, symbolique et étatique de la société (analyse multi-niveaux).

**Tableau n°1 : Niveaux d'analyse et indicateurs du capital social**

Niveaux	<i>Statique</i>	<i>Stratégique</i>	<i>Symbolique</i>	<i>Étatique</i>
<b>Dimensions</b>	Structuration des réseaux formels et informels	Participation sociale et engagement civique	Confiance Normes sociales	Influence du contexte institutionnel
<b>Indicateurs</b>	Niveau de dépenses du Tiers secteur / PIB	Taux du volontariat Niveau de don	Taux de confiance interpersonnelle Taux de confiance institutionnelle Attitudes et comportements Évolution des valeurs	Niveau de dépenses sociales

La première dimension, relevant du niveau statique, concerne la mesure des structures formelles et informelles (organisations, réseaux, partis, clubs, associations, regroupements...)

observables dans tous les pays étudiés. Les réseaux du Tiers secteur participent à la construction du capital social (Salamon *et al.*, 2003). En établissant des liens entre les individus, l'engagement associatif enseigne les normes de coopération nécessaires à la vie économique et politique. L'importance du Tiers secteur se mesure dans chaque pays par le niveau de ses dépenses au regard du PIB.

Se référant au niveau stratégique, la deuxième dimension consiste à évaluer la participation sociale et l'engagement civique des individus en mesurant le taux de volontariat au regard d'une population adulte. Elle met en évidence l'investissement social qu'un individu peut réaliser et par conséquent le retour qu'il en espère. En effet, si le capital social peut bénéficier à la société dans son ensemble, l'individu peut également y trouver directement un bénéfice personnel en développant des réseaux et des relations qui serviront son propre intérêt.

La troisième dimension permet d'appréhender le niveau symbolique de l'analyse. Elle s'attache à évaluer la confiance interpersonnelle, la confiance dans les institutions et les normes sociales censées influencer les comportements individuels. Fukuyama (1995b, 2000) établit une corrélation directe entre le niveau de confiance et le capital social. Il explique comment, au sein des structures sociales d'un pays, la confiance réciproque entre les individus et le capital social vont de pair et conditionnent l'avènement de la démocratie, le renforcement de la cohésion sociale et le développement économique. Par ailleurs, les comportements sociaux et civiques permettent de mesurer l'intégration des normes sociales. Les normes désignent les règles et conventions informelles qui déterminent ou orientent les comportements sociaux. Hechter et Opp (2001) soulignent que sans l'existence de normes, il est difficile d'imaginer comment les interactions et échanges entre individus peuvent se développer.

La réciprocité intervient alors pour renforcer les normes sociales puisque les individus sont censés se comporter avec autrui de la manière dont ils espèrent que les autres se comporteront avec eux.

La quatrième dimension correspond au niveau étatique et vise à appréhender l'influence du contexte institutionnel sur le développement du capital social. Hall (2002) met ainsi en évidence l'impact de certaines formes d'intervention gouvernementale sur l'engagement communautaire bénévole. Le niveau des dépenses sociales publiques peut révéler comment le contexte institutionnel agit comme levier permettant de soutenir la croissance ou du moins de limiter l'érosion de capital social.

## **Conclusion**

Le capital social a su s'imposer depuis une dizaine d'années dans les sphères de la recherche en sciences sociales. Malgré ses incertitudes conceptuelles et empiriques, il offre une grille de lecture du développement économique et social qui demeure la seule à prendre en compte les relations sociales en tant que ressources individuelles et publiques pour expliquer l'action

collective. Les décideurs politiques ne s'y sont pas trompés. Ils intègrent désormais, pour nombre d'entre eux, les diverses dimensions du capital social pour mieux rendre compte de la réalité sociale dans leurs analyses et dans leurs choix.

Pour autant, la recherche sur le capital social se poursuit ardemment. Il demeure essentiel de mettre en commun les résultats des recherches théoriques pour accroître notre compréhension d'un concept multidimensionnel et affiner son utilisation. Des travaux réalisés à ce jour, il ressort que la mesure et l'interprétation du capital social requièrent d'intégrer plusieurs niveaux d'analyse. Selon Ponthieux (2004), il est paradoxal que la question de la mesure se pose si tardivement dans la réflexion menée sur le concept, alors que Putnam développait sa théorie sur le constat d'un déclin du stock de capital social. Il est vrai que les tentatives de mesure du capital social se sont montrées jusqu'à présent très approximatives du fait même d'une approche incertaine.

Pour prouver sa légitimité et sa pertinence, le capital social doit affiner son opérationnalisation sur le terrain. Cette étape franchie, il devient impératif de démontrer aux décideurs l'efficacité du capital social dans son application à différentes situations économiques et sociales. Dans un contexte dans lequel les pays industrialisés, compte tenu de l'impact de la crise économique, sont amenés à repenser le rôle de l'État-providence et parallèlement la recherche d'alternatives au « *Tout Marché* », le capital social peut devenir un déterminant essentiel du maintien de la cohésion sociale.

Dans ces conditions, de nouvelles perspectives s'offrent à la recherche. La première consiste à s'interroger sur les conditions dans lesquelles la diminution des dépenses publiques en matière sociale pourrait être compensée partiellement, par un plus haut niveau de philanthropie. Le don s'inscrit en effet comme une des expressions naturelles de la participation civique. Le capital social, compris comme un ensemble de réseaux caractérisés par des normes de confiance et de réciprocité, pourrait donc être le préalable requis à son développement. Par ailleurs, le don peut être considéré comme une marque symbolique que l'individu offre pour signifier son appartenance à la communauté sans pour autant réclamer de contrepartie, sinon l'inter-reconnaissance. Une seconde perspective de recherche consiste alors à étudier le capital social compris sous sa dimension « connectivité » telle que défendue par Putnam. Cela nous renvoie directement aux liens que le capital social entretient avec la formation et la représentation des identités.

Dans une société mondialisée qui subit les paradoxes liés à la modernité, le capital social s'avère ainsi nécessaire pour mieux comprendre et appréhender les conditions que nous devons remplir si nous voulons continuer de vivre ensemble en harmonie.

---

## Bibliographie

Almond G.A. et Verba S. (1963), *The Civic Culture: Political Attitudes and Democracy in Five Nations*, Princeton, N.J., Princeton University Press.

Bebbington A., Guggenheim S., Olson E., Woolcock M. (2005), « Exploring Social Capital Debates at the World Bank », *Journal of Development Studies*, vol. 40, n. 5, juin 2004, p.33-64.

Becker G. (1962), « Investment in Human Capital: A Theoretical Analysis », *The Journal of Political Economy*, vol. 70, No. 5, Part 2: Investment in Human Beings. (Oct., 1962), p. 9-49.

Bourdieu P. (1980a), *Le sens pratique*, Paris, éd. de Minuit.

Bourdieu, P. (1980b), « Le capital social : notes provisoires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, I, n. 31, p. 2-3.

Bourdieu P. (1986), « The forms of Capital », in Richardson J.E. (ed.), *Handbook of Theory of Research for the Sociology of Education*, New York, Greenwood Press, p. 241-258.

Burt, R.S. (2000), *The network structure of social capital*. *Research in Organizational Behavior* 22, p.345-423.

Chamak A. (2010), « Introduction au cahier », *Management & Avenir*, vol. 1, n° 31, p. 92-94 URL [[www.cairn.info/revue-management-et-avenir-2010-1-page-92.htm](http://www.cairn.info/revue-management-et-avenir-2010-1-page-92.htm)]. DOI : 10.3917/mav.031.0092.

Coleman J. (1988), « Social Capital in the Creation of Human Capital », *American Journal of Sociology*, n° 94, S95-S120.

Coleman J. (1990), *Foundations of Social Theory*, Cambridge, Harvard University Press.

Durkheim É. (1893), *La division du travail social*, Paris, éd. PUF.

Durlauf S.N., Fafchamps M., (200), « Empirics of Social Capital: a critical survey », Working paper, University of Wisconsin-Madison.

Esping-Andersen G. (1999a), *Social Foundations of Post-Industrial Economies*, Oxford, Oxford University Press.

Esping-Andersen G. (1999b), *Les trois mondes de l'État-providence*, Paris, éd. PUF.

Fukuyama F. (1995a), *Trust: The Social Virtues and the Creation of Prosperity*, New York, Free Press.

Fukuyama F. (1995b), « Social Capital and the Global Economy », *Foreign Affairs*, vol. 74, n° 5, p. 89-97.



Fukuyama F. (2000), *The Great Disruption: Human Nature and the Reconstruction of Social Order*, New York, Free Press.

Gazibo, M. et Jenson, J. (2004). *La politique comparée: Fondements, enjeux et approches théoriques*, Montréal, éd. PUM.

Geertz C. (1973), *The Interpretation of Culture*, New York, Basic Books.

Goulbourne H., Solomos J. (2003), « Families, Ethnicity and Social Capital », *Social Policy and Society*, Cambridge, Cambridge University Press, n° 2, p. 329-338.

Granovetter M. S. (1973), « The Strength of Weak Ties », *American Journal of Sociology*, n° 78, May, p. 1360-1380.

Hall P. (1999), « Social Capital in Britain », *British Journal of Political Science*, vol. 29, p. 417-461.

Hall P. (2002), « Great Britain: The Role of Government and the Distribution of Social Capital » in Putnam R. D. (ed.), *Democracies in Flux*, Oxford, Oxford University Press, p. 21-57.

Halpern, D. (2005). *Social capital* (Cambridge, UK; Malden, MA: Polity).

Hanifan L. J. (1916), « The rural school community center »", *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, n° 67, p. 130-138.

Hanifan L. J. (1920), *The Community Center*, Boston, éd. Silver Burdett.

Healy T. et Côté S. (2001), *Du bien-être des nations. Le rôle du capital humain et social*, Paris, OCDE.

Hechter M., Opp K. 2001, *Social Norms*, New York, Russel Sage Foundation.

Helliwell J. F., Putnam R. D. (1999), « Education and Social Capital », *NBER Working Paper* n° 7121, May.

Helly D. (1999), « Une injonction : appartenir et participer. Le retour de la cohésion sociale et du citoyen », *Lien social et Politiques*, n° 41, p. 35-46.

Inglehart R. (1990), *Culture Shift in Advanced Industrial Society*, Princeton, Princeton University Press.

Inglehart, R. (2004), *Human Beliefs and Values: A Cross-cultural Sourcebook Based on the 1999-2002 Values Surveys (Siglo XXI)*.

Kath E. (2004), « Beyond the Liberal Development Model: Linking Social Capital with State Capacity », *Conférence internationale La obra de Carlos Marx y los desafíos del siglo XXI*, La Havane 4-8 mai 2004. (en ligne)

[[http://www.nodo50.org/cubasigloXXI/congreso04/kath\\_290204](http://www.nodo50.org/cubasigloXXI/congreso04/kath_290204)] (page consultée le 20 juin 2004).

Kumlin S., Rothstein B. (2005), « Making and Breaking Social Capital: The Impact of Welfare-State Institutions », *Comparative Political Studies*, vol. 38, no. 4, p. 339-365.

Lowndes V. (2004), « Getting On or Getting By? Women, Social Capital and Political Participation », *British Journal of Politics & International Relations*, vol. 6, Issue 1, p. 45-64 – February.

Maxwell J. (2001), *Isuma*, *Revue canadienne de recherche sur les politiques*, vol. 2, n° 1, printemps-été 2001.

Nozick R. (1988), *Anarchie, État et utopie*, Paris, éd. PUF.

OCDE (2009), *Panorama de la société 2009 - Les indicateurs sociaux de l'OCDE*.

Oorschot W., Arts W. (2005), « The social capital of European welfare states: the crowding out hypothesis revisited », *Journal of European Social Policy*, n° 1, p. 5-26.

Patulny R., (2004), « Social Capital Norms, Networks and Practices – A Critical Evaluation », *Social Policy Research Center, Discussion Paper n.134*, June.

Paxton P. (1999), « Is Social Capital Declining in the United States? A Multiple Indicator Assessment », *American Journal of Sociology*, vol. 105, no 1, p. 88-127.

Paxton P. (2002), *Social capital and democracy: an interdependent relationship*, *American Sociological Review*, vol. 67, n° 2, p. 254-277.

Ponthieux, S. (2004), *Le concept de capital social, analyse critique*. Paris, éd. Insee.

Portes, A. (1998), *Social Capital: Its Origins and Applications in Modern Sociology*. *Annual Review of Sociology* 24, p.1–24. Putnam R. (1993a), *Making Democracy Work*, Princeton, NJ: Princeton University Press.

Putnam R. (1993b), « The Prosperous Community – Social Capital and Public Life », *The American Prospect*, Spring, p. 27-40.

Putnam R. (1995), « Bowling Alone: America's Declining Social Capital », *Journal of Democracy*, vol. 6, n° 1 (January 1995), p. 65-78.

Putnam R. (1996), « The Strange Disappearance of Civic America », *The American Prospect*, n° 24 (Winter 1996) p.34-48.

Putnam R. (1999), « Le déclin du capital social aux États-Unis », *Lien social et politiques*, n. 41, printemps 1999, p. 13-22.

Putnam R. (2000), *Bowling Alone*, New York, Simon and Schuster.

Putnam R. (2001), « Capital social: mesures et conséquences », *ISUMA*, vol. 2, n. 1, Printemps 2001, p. 41-51.

Rawls J. (1971), *Théorie de la justice*, Paris, éd. du Seuil.

Salamon L., Sokolowski W., List R. (2003), *Global Civil Society*, Baltimore, Johns Hopkins Center for Civil Society Studies.

Saxton G., Benson M. (2005), « Social Capital and the Growth of the Nonprofit Sector », *Social Science Quarterly*, vol. 86, Issue 1, p. 16-35, 2005.

Skocpol, T. (1996). *Unravelling from Above. The American Prospect*, 25, p.20–24. Stone W. (2001), *Measuring Social Capital: Towards a Theoretically Informed Measurement Framework for Researching Social Capital in Family and Community Life*, Australian Institute of Family Studies, Research Paper no. 24.

Stone W., Hugues J. 2002, *Social Capital: Empirical Meaning and Measurement Validity*, Research Paper no. 27, Australian Institute of Family Studies, June.

Tarrow, S. (1996). *Making social science work across space and time: a critical reflection on Robert Putnam's Making Democracy Work*. *American Political Science Review*. Vol. 90, n°2 (Jun., 1996), pp. 389-397. Taylor, C. (1998). *Les sources du moi*, Paris, éd. Seuil.

Timberlake S. (2005), « Social capital and gender in the workplace », *The Journal of Management Development*, vol. 24, no. 1, p. 34-44.

Tocqueville (de) A. (1835), *De la démocratie en Amérique*, Gallimard, Folio-Histoire n°12 et 13, édition 1986.

UKONS - United Kingdom Office of National Statistics (2001), *Social Capital: A Review of the Literature*, October.

Verba S., Schlozman K., Brady H. E. (1995). *Voice and Equality, Civic Voluntarism in American Politics*, Cambridge, MA, Harvard University Press.

Walzer M. (1980), *Radical Principles: Reflections of an Unreconstructed Democrat*, New York, Basic Books

Woolcock M. (1998), « Social Capital and Economic Development: Toward a Theoretical Synthesis and Policy Framework » *Theory and Society*, vol. 27, n° 2, p. 151-208.

Woolcock, M., Narayan, D. (2000). *Social Capital: Implications for Development Theory, Research and Policy*. *World Bank Res Obs* 2000;15:225–49

Woolcock, M. (2001). Le rôle du capital social dans la compréhension des résultats sociaux et économiques. Isuma. Revue Canadienne de Recherche Sur Les Politiques 2, p.13-16.

---

### **Pour citer cet article**

Référence électronique

Denis Sibony, "Capital social : les dimensions d'un concept pertinent", Sciences et actions sociales [en ligne], N°3 | 2016, mis en ligne le 29 janvier 2016, URL : <http://www.sas-revue.org/index.php/17-varia/55-capital-social-les-dimensions-d-un-concept-pertinent>

---

### **Auteur**

**Denis Sibony**

Professeur de droit

PhD Sciences de gestion

ESCEM Campus de Tours

[dsibony@escem.fr](mailto:dsibony@escem.fr)

---

### **Droits d'auteur**

© Sciences et actions sociales

Toute reproduction interdite sans autorisation explicite de la rédaction/Any replication is submitted to the authorization of the editors